

DÉCLARATION COMMUNE OMS/ONUSIDA/UNICEF/FNUAP/BANQUE MONDIALE 13 décembre 2006

EMBARGO : 13 décembre 2006, 17 heures GMT

DÉCLARATION SUR LES RÉSULTATS DES ESSAIS AU KENYA ET EN OUGANDA CONCERNANT LA CIRCONCISION ET LE VIH

**– La circoncision réduit pour l'homme le risque d'infection par le VIH mais
n'offre pas une protection complète –**

Genève – Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA et ses organisations coparrainantes, l'OMS, le FNUAP, l'UNICEF et la Banque mondiale, prennent note avec grand intérêt de l'annonce, faite aujourd'hui par les Instituts nationaux de la santé (NIH) des Etats-Unis, que les deux essais d'évaluation des effets de la circoncision sur le risque d'infection à VIH sont arrêtés suite à la recommandation du Conseil de suivi des données et de la sécurité des NIH (DSMB : Data and Safety Monitoring Board).

Les deux essais, financés par les Instituts nationaux de la santé des Etats-Unis, se sont déroulés à Kisumu (Kenya) chez les hommes de 18 à 24 ans et à Rakai (Ouganda) chez les hommes de 15 à 49 ans. Les essais, pour lesquels le recrutement des patients s'est achevé en 2005, ont été arrêtés par le DSMB à la suite de son évaluation des résultats des analyses intermédiaires. Le rôle de ce Conseil est d'évaluer l'état d'avancement des essais et de recommander s'il faut les poursuivre, les modifier ou y mettre un terme. Bien qu'aucun résultat détaillé n'ait été publié à l'heure actuelle, la déclaration des Instituts nationaux de la santé laisse clairement entendre que l'arrêt des essais est dû au fait qu'ils ont révélé une réduction d'environ la moitié du risque d'infection par le VIH chez les hommes qui ont été circoncis.

Ces résultats confirment les observations faites au cours de l'essai d'intervention d'Orange Farm en Afrique du Sud, financé par la l'Agence nationale française de recherches sur le SIDA (ANRS), et publiées fin 2005. Ils démontraient une diminution d'au moins 60 % du risque de transmission du VIH chez les hommes circoncis.

Un autre essai, sous la direction de chercheurs de l'Université John Hopkins, pour évaluer les effets de la circoncision sur le risque de transmission du VIH par des hommes infectés à leurs partenaires féminines, se poursuit en Ouganda avec des résultats prévus en 2008. Les effets de la circoncision sur la réduction du risque de transmission du VIH chez les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes n'ont pas encore été étudiés dans le cadre d'un essai contrôlé randomisé.

L'OMS et le Secrétariat de l'ONUSIDA vont rapidement organiser une consultation pour examiner les résultats de ces essais et leurs implications pour les pays, notamment en Afrique subsaharienne et là où on observe une forte prévalence du VIH et une faible proportion d'hommes circoncis.

Bien que les résultats démontrent que la circoncision réduit le risque pour les hommes d'être infectés par le VIH, les institutions des Nations Unies soulignent que la protection n'est pas

complète. Les hommes circoncis peuvent toujours contracter l'infection à VIH et, une fois séropositifs, transmettre le virus à leurs partenaires sexuels. La circoncision ne doit donc jamais se substituer à d'autres méthodes de prévention à l'efficacité reconnue, mais toujours s'intégrer à un ensemble de mesures comprenant l'utilisation régulière de préservatifs masculins ou féminins, la réduction du nombre des partenaires sexuels, le report de l'âge des premiers rapports et le dépistage du VIH avec les conseils appropriés.

On pense que la nouvelle de ces résultats suscitera l'intérêt des gouvernements, des institutions non gouvernementales et du grand public pour la circoncision dans un certain nombre de pays, ainsi qu'une augmentation de la demande pour cette intervention. L'OMS, le secrétariat de l'ONUSIDA et leurs partenaires vont examiner en détail les résultats de ces essais et définiront ensuite des recommandations spécifiques pour développer et promouvoir la circoncision. Ces recommandations devront prendre en compte :

- les aspects culturels et les droits de la personne qui s'associent à la promotion de la circoncision ;
- le risque de complications dans les divers cadres où cette intervention est pratiquée ;
- le risque potentiel de compromettre les comportements de protection et les stratégies de prévention qui existent déjà et permettent de réduire le risque d'infection par le VIH ;
- le fait que les conditions idéales d'un essai randomisé bien pourvu en ressources ne se retrouvent pas souvent dans les autres cadres de la prestation des services.

Les pays ou les institutions de soins de santé qui décident de proposer plus largement la circoncision aux hommes comme moyen supplémentaire de se protéger contre l'infection à VIH doivent veiller à ce que cette intervention soit pratiquée par des professionnels qualifiés, dans un cadre hygiénique et dans des conditions de consentement éclairé, de confidentialité, de conseils sur la réduction des risques et de sécurité. Ces pays ou institutions doivent aussi s'assurer que la promotion de la circoncision et l'intervention elle-même se déroulent d'une manière culturellement adaptée et que des informations suffisantes et correctes sont données sur la nécessité de continuer à appliquer les autres mesures de prévention du VIH. Tout cela est nécessaire pour éviter que les gens ne développent un sentiment erroné de sécurité et qu'en conséquence, ils n'adoptent des comportements à risque qui pourraient remettre en cause l'effet protecteur de la circoncision.

Afin d'aider les pays ou les institutions qui décident de généraliser les services de circoncision, l'OMS le secrétariat de l'ONUSIDA et leurs partenaires mettent au point :

- 1) Des conseils techniques sur les aspects éthiques, cliniques et programmatiques de la circoncision, ainsi que sur les droits en relation avec cette intervention.
- 2) Des outils d'évaluation rapide pour a) établir la prévalence de la circoncision, déterminer son acceptation dans la population, identifier les principaux prestataires de cette intervention et estimer les coûts ; b) surveiller le nombre de circoncisions pratiquées, la sécurité des interventions et leurs répercussions potentielles sur les comportements sexuels.
- 3) Des conseils sur la formation, l'établissement des normes, la certification et l'agrément.

L'OMS, le FNUAP, l'UNICEF, la Banque mondiale, le secrétariat de l'ONUSIDA et leurs partenaires continueront de collaborer pour aider les gouvernements et les autres partenaires du développement, et de donner des conseils coordonnés, cohérents et actualisés pour la prestation des services, y compris leur suivi et leur évaluation, ainsi que pour le suivi des hommes circoncis. Ces groupes coopéreront également pour déterminer les meilleurs moyens de développer des services de circoncision sûrs dans les pays qui choisissent cette option.

Pour plus d'informations, veuillez prendre contact avec :

OMS :

Iqbal Nandra, OMS, tél. : +41 22 791 5589, portable : +41 79 509 0622, courriel : nandrai@who.int

ONUSIDA :

Yasmine Topor, tél. : +41 22 791 3501, portable : +41 76 512 8853, courriel : topory@unaids.org

UNICEF :

Gerrit Beger, tél. : +1 212 326 7116, portable : +1 646 764 0200, courriel : gbeger@unicef.org

FNUAP :

Patricia Leidl, tél. : +1 212 297 5088, portable : +1 917 535 9508, courriel : leidl@unfpa.org

Banque mondiale :

Phil Hay, tél. : +1 202 473 1796, portable : +1 202 409 2909, courriel : phay@worldbank.org

NIH/NIAID :

Contact téléphonique médias : +1 301 402 1663, courriel : niaidnews@niaid.nih.gov

La déclaration du service de presse de NIH/NIAID est accessible sur le site
http://www3.niaid.nih.gov/news/newsreleases/2006/AMC12_06press.htm.

La déclaration de l'OMS est accessible sur le site
<http://www.who.int/mediacentre/news/statements/2006/s18/en/index.html>.